



Articles

- 1** Éditorial : Le sens de l'action,
par *Benoît Van Keirsbilck*
- 3** Premiers jalons d'une approche renouvelée de la délinquance juvénile,
par *Joke Callewaert*
- 6** Réponses aux «incivilités» en matière de protection de la jeunesse : le parquet a-t-il un rôle à jouer ?
par *Frédéric Van Leeuw*
- 9** À propos des modifications législatives du Code pénal, de la nouvelle loi communale et de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse en vue de lutter contre les incivilités,
par *Frédéric Van Leeuw*
- 15** La réforme du décret du 4 mars 1991,
par *Karine Joliton*

Document

- 51** Note d'orientation politique de la ministre Catherine Fonck

Jurisprudence

Trib. Trav. Liège 10 septembre 2004

Aide sociale – Famille en séjour illégal – Art. 57, § 2 Loi 76 – Refus du CPAS – Convention internationale des droits de l'enfant – Effet direct et de stand still – Droit à l'aide pour les enfants – Aide en nature dans un centre – A.R. 26 juin 2004 – Droit au respect de la vie privée et familiale – Droit à une aide financière et en nature à charge du centre

54

Pol. Bruxelles 3 juin 2004

Procédure d'appel d'une amende administrative infligée en vertu du règlement communal de police - Requête auprès du tribunal de police - Procédure bilatérale - Décision du tribunal non susceptible d'appel - Infraction établie à suffisance de droit (non)

57

Liège (16^{ème} Ch.) 26 mai 2004

Droit familial - Hébergement alterné - Droit judiciaire - Exécution provisoire du jugement - Absence de débats contradictoires quant à cette exécution provisoire - Intérêt de l'enfant

58

Cass. (Ch. vac.) 5 août 2003

Détention préventive - Mandat d'arrêt - Interrogatoire de l'inculpé - Demande tardive au juge d'instruction d'être entendu dans une autre langue - Conséquences - Refus d'être entendu

59

Jeun. Malines 28 avril 2004

Droit aux relations personnelles - Art. 375bis du Code civil - Personne justifiant du droit - «Seconde mère» homosexuelle

59

Règlementation

Cahier central détachable

- 17** Décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse
- 27** Décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption
- 34** Décret du 12 mai 2004 relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance
- 37** Décret du 12 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'accueil téléphonique des enfants (1)
- 38** Décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse
- 39** Arrêté du 11 juin 2004 du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d'agrément et d'octroi des subventions pour les services privés de formation et de perfectionnement visés à l'article 54 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse
- 46** Arrêté du 15 juin 2004 du Gouvernement de la Communauté française relatif à la mise en oeuvre des programmes de prévention générale dans le secteur de l'aide à la jeunesse
- 47** Arrêté du 15 juin 2004 du Gouvernement de la Communauté française relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse

C.E. (sect. d'Admin. 10^{ème} ch.) - 10 février 2003

Suspension d'extrême urgence – Conditions d'application – Urbanisme – Crainte qu'après la clôture des débats, le juge répressif prenne en considération l'acte attaqué

59

Cass. (2^{ème} Ch.) 18 mars 2003

Libération conditionnelle - Révocation - Condamnation passée en force de chose jugée - Prononcée par une juridiction étrangère - Droits humains - Délai raisonnable - Décision de la commission compétente quant à la libération conditionnelle

60

C.E. (Sect. d'Admin., 7^{ème} Ch.) - 17 janvier 2002

Procédure - Rapport de l'auditorat - Silence de la requérante - Défaut de collaboration avec le juge - Sanction - Absence d'intérêt direct

60

C.E. (Sect. d'Admin., 7^{ème} Ch.) - 17 janvier 2002

Requête en annulation - Acte susceptible de recours - Définition d'un point de vue

60

Anvers (10^{ème} Ch.) 19 décembre 2001

Débauche et prostitution - Exploitation - Circonstances aggravantes - Association - Conditions - Violences et menaces - (...)

60